

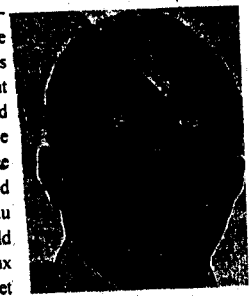
Le dialogue

Le verdict du procès de Ouad Naga est en enfin tombé. La grande hécatombe requise a été remplacée par une énorme grâce. Celle-ci est perçue comme une volonté du pouvoir politique de rebelotter les cartes. Cette prédisposition tacite du pouvoir à ouvrir une nouvelle page d'apaisement a trouvé écho le même jour, auprès de leaders politiques, qui se sont exprimés dès leur libération.

Le verdict prononcé dans la matinée du jeudi 3 février 2005 a surpris tout le monde. Nombreux en effet, sont ceux qui s'attendaient à des peines capitales, surtout après les aveux publics de Salah Ould Hanena et de Abderrahmane Ould Mini et leurs menaces d'un combat qui continue, avec en filigrane des «Cavaliers du Changement» toujours dans la nature. Au lieu de «peines pour l'exemple» auquel plusieurs acteurs de la scène nationale s'attendaient, le tribunal de Ouad Naga a envoyé tous les protagonistes dos à dos. Le réquisitoire du Parquet a été battu en brèche, et la grande hécatombe requise a été rem-



placée par une énorme grâce, qui a été perçue comme une volonté du pouvoir politique de rebelotter les cartes. Cette prédisposition tacite du pouvoir politique en place d'ouvrir une nouvelle page d'apaisement a trouvé écho le même jour, par une déclaration des leaders politiques, fraîchement libérés des geôles de Ouad Naga. En effet, au cours d'une conférence de presse organisée dès leur acquittement, Ahmed Ould Daddah, président du RFD, Mohamed Khouna Ould Haidalla, candidat malheureux des présidentielles de 2003 et Cheikh Ould Horma, président de la formation politique non reconnue PCD, ont exprimé leurs vœux d'un dialogue politique pour sortir la Mauritanie des affres de l'instabilité. Comme pour aplanir les diver-



gences, Ould Daddah a pour la première fois, au cours de cette rencontre avec la presse et les militants de l'opposition, appelé Ould Taya Chef de l'État. L'opposition soutient qu'elle a toujours appelé le pouvoir autour de la table de négociations pour débattre des problèmes qui se posent au pays et les meilleurs moyens de l'en extirper, sans succès. Aux yeux des leaders de l'opposition, le pouvoir a, à maints égards, rejeté cette main tendue, «préférant la politique de la terre brûlée et des surenchères suicidaires». Il s'en est résulté une confrontation permanente, et des mises en scène périodiques pour liquider toute voix discordante dans la République, en passant sur le cadavre de la Constitution. Cette idée de dialogue était d'autant plus loin des sphères des gouvernants, que celles-ci comptaient sur l'appareil sécu-

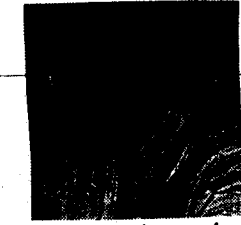
tant dangereusement sa stabilité. Aujourd'hui, selon toutes les parties, les carottes sont mûres pour un large mouvement de concertation. C'est également le vœu de l'ensemble des partenaires au développement, qui sont conscients aujourd'hui qu'aucun progrès n'est envisageable à l'ombre de menaces d'insta-

bilité et sous l'imprévisibilité de crises sous-jacentes, soumises à l'effet d'accumulation. Le même souhait est nourri par tous les pays limitrophes de la Mauritanie, qui craignent une nouvelle poudrière qui risque par ricochet d'embraser toute la sous-région. La balle est maintenant dans le camp du pouvoir politique, seul en

mesure de déclencher l'initiative pour un débat national autour des questions primordiales. Tel est l'avis déclaré des partis de l'opposition réunis jeudi en fin d'après-midi au siège du RFD. Sur le terrain, toutes les communautés et tous les regroupements, de quelque nature qu'ils soient, sont favorables à cet

élan. Ils considèrent que c'est là une chance que la Mauritanie ne devra pas rater, sous peine de retomber dans les mêmes travers que ceux qui ont mené au 8 juin et à ses appendices.

Cheikh Aïdara



ritaire pour mater toute velléité. Le nombre des exilés politiques s'accroissaient à vue de nez, et l'absence de tout dialogue avait nourri les mouvements armés qui rodent aux lisières du pays, compromet-